

### *Comment N.S. Khrouchtchev appliqua l'expérience de la Russie tsariste pour hausser la discipline des kolkhoziens.*

En février 1947, au milieu de la crise d'approvisionnement, un plénum du CC du VKP(b) eut lieu. Le plénum, comme il était indiqué dans le communiqué, examina la question des mesures d'accroissement de la productivité agricole. La résolution du plénum estimait que l'état de l'agriculture était « le résultat de la victoire du système kolkhozien », qui a transformé l'agriculture « en agriculture d'avant-garde, équipée avec la technologie moderne ». D'où la conclusion : « le progrès de l'agriculture a assuré la croissance de la richesse publique des kolkhozes et du bien-être des kolkhoziens. L'État a stocké suffisamment de blé, de viande, de graisse et d'autres produits agricoles de façon à assurer les besoins d'approvisionnement en matières premières du pays et à créer des réserves conséquentes ».

Des mesures visant à augmenter la productivité agricole étaient envisagées par le Parti et par les dirigeants et découlaient de cette analyse. Il s'agissait avant tout d'améliorer la gestion du Parti et de l'État en matière d'agriculture, d'exiger « la liquidation totale des violations du statut des artels agricoles, s'exprimant par des dépenses incorrectes en matière de journées de travail, par le pillage des terres publiques des kolkhozes, par le vol de la propriété des kolkhozes et par la violation des bases démocratiques de la direction des artels agricoles ».



La résolution soulignait la présence, dans les kolkhozes « de normes anciennes et minimales de productivité, ce qui conduit au gaspillage de journées de travail ». Le document décrit en détail ce qui doit être semé, où cela doit l'être, de même que les délais convenables pour les semailles et la moisson. Remarquons que dans ce document, même dans les expressions relevant de la propagande, on ne trouve aucun renseignement concernant les crédits qui allaient être accordés à l'agriculture. L'État, tout en confiant de nouvelles responsabilités aux villages, n'offrait aucune garantie. De plus, le caractère strictement fiscal des relations de l'État envers les villages se trouvait renforcé. Soulignons que derrière les mots « le pillage des terres publiques des kolkhozes, le vol de la propriété des kolkhozes » se cachait l'exigence de limiter et de réduire les parcelles de terres des kolkhoziens, qui constituaient la principale source de leur survie. C'est à ce même objectif qu'était destinée cette recommandation de révision « des normes anciennes et minimales de productivité », visant à réduire le nombre des journées de travail que peuvent utiliser les kolkhoziens pour travailler sur leurs terres.

Ainsi, les principes fondamentaux du système kolkhozien demeuraient inébranlables. Mais il devenait de plus en plus clair qu'un tel système agricole était tout simplement incapable de nourrir le pays.

Cependant, on cherchait par d'autres moyens, déjà habituels et répressifs, une façon de sortir de la situation de crise dans les kolkhozes. Le 2 juin 1948, on entérina un décret du Praesidium du Soviet suprême de



l'URSS « Sur l'expulsion vers des régions éloignées des personnes refusant de travailler dans l'agriculture et menant une existence antisociale et parasitaire ».

L'initiateur de ce décret fut le premier secrétaire du CC du PC d'Ukraine à cette époque, N.S. Khrouchtchev<sup>1</sup>. S'appuyant sur le fait que l'agriculture de la République avait fortement souffert de l'occupation, il écrivait que les années de guerre avaient affaibli les bases du système kolkhozien en Ukraine. Conclusion de Khrouchtchev : il était nécessaire de rendre plus stricte la politique de l'État par rapport à cette partie de la paysannerie qui refusait de travailler dans les kolkhozes.

Considérant ces gens comme « des criminels et des parasites », Khrouchtchev faisait preuve d'une remarquable érudition et se référait à la jurisprudence. « En Russie tsariste », écrivait le chef de l'Ukraine, « existait une loi selon laquelle les communautés paysannes pouvaient expulser du village les personnes *dont la présence menace le bien-être local et la sécurité*. (Législations de l'Empire russe, t.10, art. 683). » « Il est clair », poursuivait Khrouchtchev, « que cette loi protégeait la propriété privée et était dirigée contre les individus socialement dangereux pour l'ordre tsariste. Il nous faudrait étudier, pour le renforcement de la protection de la propriété socialiste, une loi octroyant le droit aux assemblées de villages de *prononcer des arrêts* (italique de l'auteur) concernant l'expulsion de la République des éléments les plus dangereux, antisociaux et criminels, qui refusent obstinément de s'associer à un travail d'utilité publique<sup>2</sup>. »



À Moscou, l'initiative de Khrouchtchev apparut pertinente non seulement pour l'Ukraine, mais aussi pour toute l'URSS. Un projet de décret du Praesidium du Soviet suprême de l'URSS fut préparé sur la base du compte rendu de Khrouchtchev, auquel participèrent G.M. Malenkov, A.A. Jdanov, L.P. Beria, M.A. Souslov, ainsi que les ministres des Affaires intérieures, S.N. Krouglov, et de la Sécurité d'État, V.S. Abakoumov. Ayant pris connaissance de ce projet, le secrétaire du CC du VKP(b) y inscrivit une note remarquable : « Confidentiel I.V. Staline<sup>3</sup>. »

Ce décret ne fut pas publié dans la presse en raison de son évident et choquant caractère antipaysan. D'ailleurs, qu'il n'ait pas été publié n'empêcha pas de faire connaître son contenu à *chaque kolkhoze et à chaque kolkhozien*. Une vague de réunions de kolkhozes déferla sur le pays, lors desquelles on prenait des décisions concernant l'expulsion de ces kolkhoziens qui n'avaient pas accompli le nombre de journées de travail minimum, ou qui disposaient d'une importante exploitation personnelle.

Nous ne devons pas nous laisser tromper par les formulations se trouvant dans le document, assurant que les décisions d'expulsions étaient prises par l'Assemblée générale des kolkhoziens. Les assemblées générales ne constituaient que « le dernier acte » du drame. Derrière chacune de ces réunions, on voyait apparaître les décisions du Parti, prises au niveau local. La possibilité pour les autorités locales, au niveau du district et même au niveau du kolkhoze, de déporter sans procès les paysans, devint réalité. Il est difficile ici d'éviter l'analogie historique avec le décret de



l'impératrice Élisabeth Petrovna de 1760 sur le droit des propriétaires fonciers à déporter en Sibérie les paysans, et avec celui de Catherine II en 1767, sur le droit des propriétaires fonciers d'envoyer leurs paysans aux travaux forcés. Cette fois, les autorités locales jouaient le rôle des propriétaires fonciers, alors que celui des esclaves était interprété par les kolkhoziens.

Selon les renseignements du département des colonies spéciales du ministère des Affaires intérieures de l'URSS, 33 266 kolkhoziens et 13 598 membres de leurs familles furent expulsés au cours de la période allant de 1948 jusqu'au début de 1953. Le point culminant des expulsions fut atteint en 1948, lorsque furent exilées 27 335 personnes. « La poursuite de la dékoulakisation » devenait une mesure répressive, visant à renforcer le caractère coercitif du travail dans les kolkhozes. Dans un document du Conseil en matière de kolkhoze auprès du gouvernement de l'URSS, daté de septembre 1948, il était remarqué avec satisfaction qu'« à la suite des activités menées dans les kolkhozes, la discipline au travail a augmenté de beaucoup et un grand nombre de paysans, qui ne participaient pas auparavant à la production commune ont rejoint les kolkhozes<sup>4</sup> ».

Sûrement, aussi, que cette mesure intensifia brusquement les mécanismes de contrainte dans les villages de kolkhoze. La politique de la direction du VKP(b) et de l'État soviétique à l'égard de la paysannerie copiait les méthodes de contraintes féodales les plus archaïques.



La fixation forcée des paysans au kolkhoze fut l'une de ces mesures. Une décision gouvernementale confidentielle de 1934 établissait que les kolkhoziens ne pouvaient être embauchés en ville que si on trouvait dans leurs passeports « une déclaration du conseil d'administration du kolkhoze concernant son accord pour le départ du kolkhozien ». Il était très difficile d'obtenir cette autorisation, puisque les kolkhozes manquaient d'ouvriers. Les enfants des kolkhoziens étaient affectés aux kolkhozes dès l'âge de 16 ans, même s'ils ne le désiraient pas et ne le demandaient pas. C'est pourquoi on ne leur donnait pas de passeport<sup>5</sup>.

Le système de passeports contribuait directement à contraindre les paysans à participer aux travaux du kolkhoze. Encore avant la guerre, un minimum obligatoire de journées de travail devant être accomplies fut établi pour les kolkhoziens. En avril 1942, ce minimum fut augmenté pour tous les kolkhoziens et étendu aux membres de leurs familles, incluant les adolescents de 12 à 16 ans. Pour ne pas avoir « sans raison valable » travaillé le minimum obligatoire, les kolkhoziens encouraient une peine criminelle : travaux de rééducation par le travail dans les kolkhozes, avec retenue de 25 % du salaire au profit du kolkhoze. De même, les fonctionnaires gouvernementaux proposèrent d'intensifier la répression en ce qui concerne les fugitifs. « Certains tribunaux considèrent », dénonçait le ministre de la Justice de l'URSS K.P. Gorchenine le 25 décembre 1950 au secrétaire du CC du VKP(b) G.M. Malenkov, « que selon la législation en vigueur, la sortie non autorisée des kolkhoziens n'est pas punissable au



niveau criminel et rendent dans de tels cas des verdicts d'acquiescement. D'autres rendent, dans ces cas, des verdicts de culpabilité. Le ministère de la Justice de l'URSS considère que les kolkhoziens qui n'ont pas effectué le minimum obligatoire de journées de travail en raison d'un départ non autorisé par le kolkhoze doivent assumer une responsabilité en vertu du décret du 15 avril 1942, pour la période au cours de laquelle ils étaient absents du kolkhoze, avec exécution de peine sur le lieu de travail. » Le ministre proposait de mettre en application des mesures semblables en ce qui concerne les enfants des kolkhoziens de 16 ans et plus, même « dans les cas, où leur appartenance au kolkhoze n'est pas régularisée<sup>6</sup> ».

En plus de recourir au travail pratiquement gratuit des kolkhoziens sur les champs des kolkhozes et pour l'abattage de bois, l'État obtenait des revenus grâce aux parcelles de terre des kolkhoziens. Rappelons qu'au moment de la collectivisation, les kolkhoziens obtinrent le droit de conserver jusqu'à 0,25 hectare de terre près des maisons. Cette terre appartenait aux kolkhoziens. Dans le cas où le paysan quittait le kolkhoze, la superficie de cette parcelle pouvait être réduite. Il est vrai que d'autres groupes de population dans les villages ou les cités ouvrières disposaient aussi d'une parcelle de terre, plus petite toutefois.

Les kolkhozes et les fermes d'État possédaient à cette époque 96 à 98 % des terres agricoles et 100 % de la machinerie agricole<sup>7</sup>. Il est clair que sur 0,25 hectare, ou 25 centièmes, comme on dit en Russie, il est impossible de cultiver des céréales. Cependant, envers et contre tous les postulats de la



politique économique socialiste, ces minuscules potagers personnels des kolkhoziens, des fermes d'État ouvrières, des villages industriels, qui conservaient souvent plusieurs éléments de ruralité, non seulement nourrissaient les habitants de pommes de terre, de légumes, mais aussi permettaient d'entretenir un minimum de bétail domestique.

Relevons un trait important de cette exploitation : elle était fondamentalement orientée vers la famille, la question étant non pas de gagner un salaire, mais de ne pas mourir de faim, de nourrir les enfants, de trouver pour eux un verre de lait, de mettre sur la table des pommes de terre et, ayant vendu au marché les œufs, la viande du veau ou du porcelet engraisé pendant l'été, de payer les impôts. Les pommes de terre et le lait constituaient l'alimentation de base de la génération d'après-guerre dans les villages et les petites villes<sup>8</sup>. Il était impossible de vivre, non seulement sur les journées de travail mythiques du kolkhoze, « sur les baguettes », comme on disait alors, mais aussi sur les petits salaires d'après-guerre. Après la guerre, autour de toutes les villes et de tous les bourgs, on plantait des pommes de terre sur la moindre petite parcelle de terre qui pouvait convenir : les bas-côtés des routes, les clairières à la lisière des bois, on revalorisait les vieilles prairies qui s'étaient dépeuplées pendant la collectivisation et la guerre.

De plus, sur ces terrains minuscules, on produisait un volume tel qu'il concurrençait le secteur officiel de l'agriculture socialiste, les kolkhozes et les sovkhozes. Dans une étude consacrée au rôle de la parcelle paysanne



dans l'économie du pays au cours des années 50 et 60<sup>9</sup>, on peut lire qu'en 1950, la production agricole des potagers personnels des kolkhoziens, des ouvriers et des employés représentait 51 % de la production agricole totale, dont 38 % en provenance des parcelles à la maison des kolkhoziens, et 13 % de celles des ouvriers et des employés.

En ce qui concerne l'élevage, le rôle de ces parcelles était encore plus important, soit 62 % de la production totale (46 % provenant des terres des kolkhoziens, et 16 % de celle des ouvriers et des employés).

En résumé, nous noterons donc que les exploitations attenantes à la maison produisaient 51 % de toute la production globale et 62 % de l'élevage. Dans les régions centrales de Russie, le rôle de la propriété paysanne était encore plus important. Dans la région de Toula, au cours de cette même année 1950, les exploitations paysannes produisirent 75 % de la viande, 80 % du lait, 85 % des œufs.

Du point de vue des théoriciens orthodoxes du socialisme soviétique, il s'agissait-là d'une monstrueuse inadvertance : après avoir liquidé la propriété privée des moyens de production dans l'agriculture, tout saisi, simplement, aux paysans — la terre, le matériel, les chevaux, interdit entièrement toute possibilité de recourir au salariat. Ces théoriciens devaient constater que cette production privée, non seulement s'était maintenue, mais aussi qu'elle jouait objectivement un important rôle dans l'économie du pays. D'autant que dans ces exploitations auxiliaires, le



rendement des terres était en moyenne de 2 à 4 fois supérieur à celles des kolkhozes et des sovkhoses, et celle du bétail, de 2 à 3 fois<sup>10</sup>.

Ayant constaté cette insuffisance du contrôle de l'État, fait sans aucun doute regrettable pour les théoriciens de la politique économique socialiste, mais salubre pour des millions de gens, ces théoriciens et ces praticiens du socialisme n'allèrent pas laisser ce phénomène économique incontrôlé. Ainsi, ce secteur devint l'objet d'une imposition féroce.

C'était avant tout l'impôt d'approvisionnement. Il sera maintenu jusqu'à 1958 sous forme de livraisons obligatoires des produits agricoles. La production était calculée, pour chaque exploitation paysanne, dans les villes et les bourgs, en tête de bétail. La production livrée était acquise à des prix parfaitement symboliques, représentant environ 10 % de la valeur réelle.

Cet impôt était perçu auprès des kolkhoziens, des exploitants individuels<sup>i</sup>, ainsi qu'auprès des exploitations des ouvriers et des employés possédant du bétail domestique. En moyenne, après la guerre, 40 kg de viande, 50 à 100 œufs, et 280 à 320 litres de lait étaient perçus auprès des kolkhozes<sup>11</sup>. De même, l'impôt monétaire augmentait rapidement. Si en 1940 la somme moyenne de cet impôt auprès de

---

<sup>i</sup> Exploitant individuel : il s'agit d'une catégorie très limitée de la population paysanne ne faisant pas partie des kolkhozes. Ces gens étaient soumis à des persécutions économiques et à des restrictions concernant l'exploitation des sols.



l'exploitation paysanne atteignait 112 roubles, en 1949, elle était de 419, en 1950, de 431, en 1951, de 571 et en 1952, de 528 roubles<sup>12</sup>. La viande et les œufs étaient perçus indépendamment de la présence, dans l'exploitation, de bétail et de volaille. Quant à la laine et la peau, un impôt était perçu pour chaque chèvre, brebis, chameau, selon le cheptel réel disponible dans l'exploitation au début de chaque année.

En décembre 1947 fut prise une décision très importante du Conseil des ministres de l'URSS et du CC du VKP(b) sur la mise en place d'une réforme monétaire et la suppression des cartes d'approvisionnement sur les produits alimentaires et les biens de consommation non alimentaires. Nous nous arrêterons plus en détail sur cet événement plus loin et ne soulignerons ici que le fait que la réforme était plus avantageuse pour la population urbaine. La norme ordinaire d'échange fut fixée à 10 anciens roubles pour 1 nouveau, celle pour les sommes ne dépassant pas 3 000 roubles, déposés dans les caisses d'épargne était de 1 pour 1, et celle des obligations d'emprunt d'État, de 3 pour 1. Puisque c'est surtout la population urbaine et les ouvriers qui détenaient de l'argent dans les caisses d'épargne et des obligations, la campagne se trouva désavantagée.

Les revenus monétaires du travail au kolkhoze ne pouvaient pas couvrir la croissance de l'impôt. Conséquemment, pour les kolkhoziens, il n'y avait qu'un seul moyen de gagner l'argent nécessaire au paiement des impôts : vendre au marché ce qu'ils obtenaient de leurs parcelles privées. La politique fiscale du gouvernement obligeait le paysan à recourir au



marché. Elle contribuait à diminuer les prix de la production agricole vendue sur les « marchés kolkhoziens ». Elle ruinait le village, obligé de vendre beaucoup et à bon marché, de vendre ses dernières ressources à cause de la menace de châtements pour cause de non-paiement des impôts. L'État socialiste ne faisait pas preuve de sentimentalisme dans l'application de ses politiques fiscales. Répondant à la demande d'un kolkhozien, un fonctionnaire du ministère de la Justice de l'URSS annonça, en mars 1951, « que le délai de prescription ne s'applique pas au prélèvement des arriérés de livraisons obligatoires de produits agricoles et d'amendes pour non-exécution de la livraison dans les délais. Selon les décisions judiciaires concernant le recouvrement, depuis les cours des kolkhozes, des exploitations individuelles et des parcelles de terre des citoyens, des arranges pour les livraisons obligatoires et des amendes pour non-accomplissement des tâches dans les temps prévus, ce recouvrement peut concerner la seule vache présente sur les propriétés du contribuable<sup>13</sup> ».

Les déclarations triomphantes des succès du système kolkhozien ne pouvaient pas induire en erreur les auteurs mêmes de ces déclarations. Ils connaissaient le prix de l'abondance de l'approvisionnement sur les marchés kolkhoziens, ils comprenaient que la crème fraîche, la viande et les légumes qui y étaient vendus n'étaient absolument pas des « surplus » provenant de l'exploitation des kolkhozes, mais un moyen de gagner l'argent nécessaire au paiement des impôts. Ils savaient que des problèmes découlaient de l'approvisionnement des habitants des grandes villes par



ces produits agricoles distribués grâce aux livraisons d'État obligatoires. Ainsi, le Politburo veillait à approvisionner Moscou en légumes et pommes de terre.

Déjà à la fin des années 40 et au début des années 50, trois approches se dessinaient pour la réforme agricole. Elles étaient toutes trois basées sur la reconnaissance de l'intangibilité de l'ordre kolkhozien et sovkhazien. Cependant, dans les détails, elles présentaient des différences essentielles.

C'était d'abord la position de N.S. Khrouchtchev<sup>ii</sup>. Ses articles publiés dans la *Pravda* du 8 mars 1950 et du 4 mars 1951 donnent une bonne idée de ses plans. La conception de Khrouchtchev prévoyait un renforcement

---

<sup>ii</sup> Nikita Sergueïevitch Khrouchtchev est natif du village de Kalinovka du district de Dmitrievski de la province de Koursk. Étudiant de l'Académie Industrielle de Moscou, il ne termina pas ses études et à partir du milieu des années 20, il travailla pour le Parti en Ukraine. Au début de 1931, il devint secrétaire du district de Bauman puis de Krasnopressenski de la ville de Moscou. L'année suivante, il devint second, puis en 1934, Premier secrétaire du gorkom de Moscou. En février 1938, il fut envoyé en Ukraine, pour occuper le poste de Premier secrétaire du CC du PC d'Ukraine. Pendant la guerre, il fut membre des conseils de guerre de plusieurs fronts, tout en demeurant Premier secrétaire du CC du PC d'Ukraine. D'août 1944 à décembre, 1949 il cumula son poste au Parti avec le poste de président du Conseil des commissaires du peuple (nommé à partir de mars 1946 Conseil des ministres) de la RSS d'Ukraine. En décembre 1949, il fut transféré à Moscou, où il occupa simultanément les postes de secrétaire du CC du VKP(b) et de Premier secrétaire du gorkom de Moscou. Voir Государственная власть СССР. Высшие органы власти и управления и их руководители. 1923-1991 Историко-биографический справочник., Moscou, 1999, page 578.



du contrôle sur les villages. En ce sens, elle correspondait tout à fait à l'esprit du décret antipaysan du Soviet suprême de l'URSS du 2 juin 1948, pris à son initiative. L'originalité de Khrouchtchev se manifeste ailleurs.

Il voyait l'avenir de l'agriculture dans un changement radical de la vie, des mœurs, des conditions de travail et de la psychologie des paysans. Ce futur, il le voyait dans la mise en place des agrovilles, des villes où les habitants pratiqueraient l'agriculture. Les gens devaient y vivre dans des habitations urbaines à plusieurs logements, et donc quitter leurs isbas et leur parcelle de terres privées. En somme, les habitants des agrovilles ne devaient pas disposer de potager, puisque le travail dans ce dernier ne devait pas enlever de temps ni de forces au travail principal, soit celui de la production agricole d'État. Ainsi, de l'opinion de Khrouchtchev, il devenait possible d'extirper la racine des bases de la propriété privée dans la psychologie paysanne. La fusion des ouvriers et des paysans en une seule classe devait ainsi se produire. À l'avenir, cette théorie deviendra *l'idée fixe*<sup>iii</sup> des philosophes soviétiques de l'agriculture, des théoriciens du communisme scientifique, et ce qui est encore plus triste, la base d'une série de décisions concrètes du Parti et du gouvernement sur les questions agraires.

La démarche de Khrouchtchev ne prenait pas en considération un petit détail : la création des agrovilles demandait d'importants investissements

---

<sup>iii</sup> En français dans le texte (note du traducteur).



d'État. Pour l'ouvrier agricole, privé de son exploitation auxiliaire, et conséquemment de la possibilité de se nourrir de façon indépendante, il fallait mettre en place un salaire d'État. L'État soviétique ne pouvait et ne voulait pas le faire. De plus, le village était et continuait à être une source de financement pour le Trésor public. Staline soumit les projets de Khrouchtchev à la critique.

La deuxième approche était partagée par A.I. Mikoïan<sup>iv</sup>, V.M. Molotov et G.M. Malenkov. Son essence résidait dans l'augmentation des prix

---

<sup>iv</sup> Anastase Ivanovitch Mikoïan est né dans une famille paysanne en 1895 à Savan, dans le Gouvernement de Tiflis. Finissant du Séminaire de Tiflis et de l'Académie spirituelle de Etchmiadzinskaïa, il prit part activement au mouvement révolutionnaire et à la guerre civile dans le Caucase. Dans les années 20, il travailla au Parti dans les régions de Nijni-Novgorod et de Rostov sur le Don. Il entra dès 1926 au Conseil des commissaires du peuple de l'URSS, occupant les postes de commissaire du peuple au Commerce intérieur, extérieur et de commissaire du peuple à l'Approvisionnement et à l'industrie de l'alimentation de l'URSS. De juillet 1937 à mars 1946, il fut vice-président du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS et simultanément, de novembre 1938 à mars 1946, commissaire du peuple au Commerce extérieur de l'URSS. Pendant la Grande Guerre patriotique, il fut, à partir de 1941, président du comité d'approvisionnement en équipement de production de l'Armée rouge et membre du Conseil d'évacuation. De mars 1946 à mars 1953, il occupa le poste de vice-président du Conseil des ministres de l'URSS et simultanément, de mars 1946 à mars 1949, celui de ministre du Commerce extérieur de l'URSS. Voir Государственная власть СССР. Высшие органы власти и управления и их руководители. 1923-1991 Историко-биографический справочник., Moscou, 1999, pages 422-423.



d'achat pour la production agricole. Les mémoires de Mikoïan contiennent de nombreux témoignages de tentatives, faites par ce groupe, pour revoir les prix d'achat afin de consolider les kolkhozes, d'augmenter leur intérêt dans l'accroissement de la production.

« Je me prépare à faire à Staline une proposition sur la majoration des prix des livraisons de grain par les kolkhozes à l'État. Je veux proposer que le grain vendu par les kolkhozes soit acheté à des prix plus élevés. Par exemple, pour le kilogramme de blé, qui coûte en moyenne 9 kopecks, le prix d'achat moyen pourrait se situer à 15 kopecks (suivant l'ancienne valeur du rouble) », se souvint Mikoïan des paroles de Molotov, alors en chemin pour rencontrer Staline.

« Je lui ai dit que ce changement n'était pas significatif et ne changerait pas fondamentalement la situation. Qu'est-ce que 15 kopecks au lieu de 9 kopecks pour un kilogramme de grain ? C'est peu. Une forte augmentation est nécessaire, et non seulement pour le grain », objecta Mikoïan. « À vrai dire », continua-t-il, « Staline rejettera cette proposition... »

« Lorsque nous sommes arrivés, Molotov, devant moi, commença à démontrer à Staline que les paysans étaient peu intéressés par la production du grain et qu'il fallait augmenter cet intérêt, c'est-à-dire qu'il fallait payer de meilleurs prix pour les livraisons de grain à l'État.

« L'État ne dispose pas d'une telle possibilité, il ne convient pas de faire cela », répondit brièvement Staline ; Molotov ne s'objecta pas. Ils ne



revinrent jamais, dans leurs conversations, sur cette question. Ni Staline, ni Molotov<sup>14</sup>. »

Mikoïan nous fournit certains renseignements concernant une discussion au bureau du Praesidium du CC du PCUS et portant sur la question de l'élevage. Je citerai ses souvenirs : « Le ministre de l'Agriculture, Benediktov, présenta des informations secrètes et exactes de la Direction centrale des statistiques. Elles étaient terribles : malgré l'acceptation du plan de trois ans pour le développement de l'élevage, proposé en 1949 par Malenkov et entériné par le CC sous l'approbation complète de Staline, non seulement l'objectif de l'augmentation de la productivité de l'élevage n'avait pas été atteint, mais au contraire, on constatait une réduction du cheptel. À vrai dire, le plan était bon et réalisable, mais aucun encouragement financier ou motivation financière n'étaient prévus pour son exécution. Ce n'étaient que de bonnes intentions. Or, on considérait que les directives et les plans avaient force de loi. Benediktov présenta tous les chiffres, sans pour autant expliquer les raisons de cette situation lamentable dans la production de viande et de lait.

« De sa place, Staline posa une question : *Pourquoi une telle situation ?* Benediktov répondit qu'ils travaillaient mal.

« J'ai alors pris la parole et j'ai dit que ces chiffres, malheureusement, étaient justes et que bien sûr, ils pouvaient s'expliquer par un travail de



mauvaise qualité, mais qu'il y avait des raisons à cela. Le fait est que les kolkhoziens, ou bien ne recevaient rien pour leur journée de travail d'élevage, ou bien recevaient si peu qu'ils n'étaient pas intéressés à s'en occuper. La mécanisation des exploitations était en fait inexistante. Par temps froid, ils ne voulaient pas transporter l'eau dans des seaux, et c'est pourquoi le bétail restait sans eau et sans fourrage. Les prix de livraison de la viande et du lait étaient depuis longtemps désuets et ne couvraient qu'une petite partie des frais des kolkhozes. C'est pourquoi les kolkhoziens n'étaient pas intéressés par le développement de l'élevage public et soutenaient leur existence par leur parcelle de terre et par le bétail dont ils disposaient personnellement et qu'ils nourrissaient entre autres sur le dos du kolkhoze. L'essentiel était de relever l'intérêt financier des kolkhoziens dans le développement de l'élevage.

« Staline était très étonné : il ne s'attendait pas à une telle situation dans l'agriculture... Sur proposition de Staline, on créa une commission d'étude sur l'état de l'élevage dans le pays. Les conclusions de la commission se réduisaient à une proposition sur l'augmentation des prix d'achat pour la production de l'élevage<sup>15</sup>. »

Staline, non seulement n'accepta pas les conclusions de la commission, mais il proposa d'introduire une taxe supplémentaire aux paysans.